

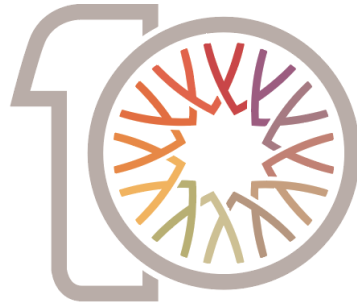
**RAPPORT SUR L'AMÉLIORATION DES ECHANGES  
COMMERCIAUX ENTRE LES PAYS MEMBRES DE  
L'OCI**



**34<sup>ème</sup> Réunion du Comité de suivi du COMCEC**

**9– 10 mai 2018**

**Ankara, Turquie**



**١٠ سنوات** في تعزيز  
التجارة من أجل حياة أفضل

**10 years** in advancing  
trade and improving lives

## TABLE DES MATIERES

A.	Introduction .....	3
	Message du Directeur général .....	3
	Présentation de la SIFC .....	4
	Principales réalisations en 2017 .....	5
	Extraits de Résolutions de la 33 <sup>ème</sup> Réunion du COMCEC .....	6
B.	Opérations de financement du commerce pour le développement .....	7
	Garantir l'accès à l'énergie .....	8
	Figure 1 : 5 premiers pays bénéficiaires du financement de l'énergie en 2017 .....	8
	Figure 2 : Portefeuille de financement de l'énergie 2008 - 2017 .....	9
	Agriculture et sécurité alimentaire .....	9
	Figure 3 : Pays bénéficiaires du financement de l'agriculture en 2017 .....	10
	Accès des PME au financement .....	10
	Mobiliser des ressources pour le financement du commerce .....	11
	Mobiliser des ressources pour le développement du commerce .....	11
C.	Développement du commerce et des entreprises .....	12
	Arab-Africa Trade Bridges Program (AATB) .....	12
	Initiative "Aide pour le commerce" en faveur des pays arabes (AfTIAS) .....	13
	Emploi et formation des jeunes au commerce international – un exemple dans le cadre de l'initiative AfTIAS .....	13
	Programme des dates de Médine Dates Program – un exemple dans le cadre de l'initiative AfTIAS .....	14
	Initiative de partenariat à flux inversés en Guinée : "Relance du secteur privé" .....	14
	Export Launchpad – Programme de renforcement des capacités en commerce international et d'appui à l'accès au marché au Sénégal .....	14
	Programme indonésien de développement des exportations de café (ICEDP) .....	15
	Programmes des PME d'Afrique de l'Ouest .....	15
	Programme de réduction de l'aflatoxine en Gambie .....	16

## **A- INTRODUCTION**

### **Message du Directeur général**

J'ai le plaisir de présenter à la 34<sup>e</sup> Réunion ministérielle du COMCEC le présent Rapport sur les réalisations de la SIFC tendant à renforcer le commerce et la coopération commerciale entre les pays membres de l'OCI et appuyer la mise en œuvre des résolutions pertinentes de la 33<sup>e</sup> Réunion.

La SIFC a été créée avec pour mandat de développer le commerce entre les pays membres de l'OCI, grâce au financement du commerce et à l'assistance technique. Conformément à cette mission, la SIFC se veut le fournisseur reconnu des pays membres de l'OCI en solutions commerciales. Au cours de la première décennie, la Société a obtenu des résultats probants dans les domaines du financement et du développement du commerce. Le montant cumulé des approbations et des décaissements a atteint 40,2 milliards de dollars des États-Unis et 31,01 milliards de dollars des États Unis, respectivement. Le montant cumulé des fonds mobilisés auprès des banques et institutions financières partenaires a atteint 24,4 milliards de dollars des États Unis, reflétant le rôle central de la SIFC en tant que catalyseur de fonds pour des transactions commerciales importantes au profit des pays membres. En dépit du ralentissement financier et économique mondial récurrent, la SIFC a réussi à accroître ses approbations pour le financement du commerce, tout en se concentrant sur la création d'un impact sur le commerce et le développement économique des pays membres. A cet égard, j'ai le plaisir d'informer que la SIFC continue de mesurer l'impact sur le développement de ses interventions par le biais du Cadre d'impact sur le développement (DIF).

Ce Rapport explique également comment le soutien au développement du commerce et à la coopération entre les pays membres de l'OCI est demeuré le principal objectif de la SIFC. Ainsi, elle a élargi ses partenariats avec des institutions internationales, régionales et nationales pour concevoir et apporter une assistance technique en matière de commerce aux pays membres, par le biais de ses divers programmes phares. Les interventions relèvent du domaine du renforcement des capacités, de la promotion et de la facilitation du commerce, du développement des produits de base stratégiques et de l'intégration du commerce.

Comme toujours, la SIFC a travaillé en étroite collaboration avec les institutions de l'OCI pour créer la synergie nécessaire à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes et pour capitaliser davantage sur les forces et les expériences mutuelles afin de contribuer à la réalisation des objectifs fixés par le Plan d'action 2025 de l'OCI et la Stratégie du COMCEC.

Le cadre stratégique de la SIFC pour les années à venir se fixe plusieurs objectifs. Ces objectifs comprennent l'établissement de partenariats pour créer un impact sur le développement durable en fournissant aux Pays membres des solutions intégrées de financement et de développement du commerce. En outre, en tant qu'acteur actif sur la scène mondiale, la SIFC reste attachée à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

La SIFC s'emploiera sans relâche à élaborer des programmes de solutions commerciales conformes à la Charta, faciliter le transfert de connaissances et d'expérience entre les pays membres, diversifier le financement du commerce et appuyer les initiatives de développement du commerce et de coopération de l'OCI. Enfin, elle prend acte avec bonheur de la confiance que lui porte les pays membres ainsi que ses partenaires au développement, pour la réalisation de sa vision et de sa mission.

## Présentation de la SIFC

<b>Début des opérations</b>	10 janvier 2008
<b>Siège</b>	Djeddah, Arabie Saoudite
<b>Membre</b>	Groupe de la Banque islamique de développement
<b>Mandat</b>	Par la promotion du commerce, contribuer au développement économique des pays membres
<b>Capital autorisé</b>	3 milliards de dollars des États-Unis (2017)
<b>Capital souscrit</b>	856,2 millions de dollars des États-Unis (2017)
<b>Capital libéré</b>	735 millions de dollars des États-Unis (2017)
<b>Approbations cumulées des opérations de financement du commerce (2008-2017)</b>	603 opérations, soit 40,2 milliards de dollars des États-Unis
<b>Décaissements cumulés (2008-2017)</b>	31,01 milliards de dollars des États-Unis
<b>Approbations cumulées par secteur (2008-2017)</b>	Énergie – 29 709 millions de dollars des États-Unis Agriculture – 4 875 millions de dollars des États-Unis Industrie – 2 131 millions de dollars des États-Unis Ligne de financement(PME) = 3 588 millions de dollars des États-Unis
<b>Approbations cumulées par région (2008-2017)</b>	Asie/CEI = 23,03 milliards de dollars des États-Unis MENA = 13,41 milliards de dollars des États-Unis Afrique sub-saharienne = 3,81 milliards de dollars des États-Unis
<b>Total clients financés (2008-2017)</b>	455
<b>Total pays membres financés (2008-2017)</b>	42
<b>Opérations approuvées de financement du commerce 2017</b>	4,9 milliards de dollars des États-Unis
<b>Total Opérations 2017</b>	53

## Principales réalisations en 2017

- Lancement du Plan stratégique décennal - Le nouveau Plan stratégique décennal déroule sa vision, à savoir devenir " le principal fournisseur des pays membres de l'OCI en solutions commerciales ».
- Achèvement de la migration organisationnelle - La SIFC a mené à terme un exercice de migration organisationnelle et de redéploiement afin d'orienter la Société vers le nouveau Plan stratégique décennal.
- Mise en œuvre de la réingénierie des processus opérationnels (RPB) - Le Projet de RPB a examiné et évalué tous les processus opérationnels de base, et une évaluation détaillée des lacunes a été effectuée pour valider, aligner et améliorer les processus afin de s'assurer qu'ils sont en phase avec le modèle opérationnel futur de la SIFC.
- Mise en œuvre de la stratégie de transformation - La SIFC a franchi une autre étape importante avec le début de la mise en œuvre d'une feuille de route triennale. L'objectif est de construire un nouveau modèle d'entreprise pourvu d'une structure capable de générer des rendements durables, une croissance sur les marchés du financement du commerce, la création de nouveaux produits et de nouvelles lignes d'affaires, une bonne visibilité sur les plateformes mondiales et l'atteinte de l'excellence organisationnelle.
- Attribution d'une note de crédit par Moody's - Moody's Investor Service a attribué pour la première fois une note d'émetteur à long terme de A1 à la SIFC avec une perspective stable. C'est une réalisation sans précédent qui permettra à la SIFC d'accéder aux emprunts sur les marchés extérieurs à des taux compétitifs. De même, elle facilitera la mobilisation de ressources auprès d'institutions financières. Moody's a également attribué pour la première fois la note P-1 pour les émetteurs à court terme. Ce jalon historique est une preuve de la solidité du capital de la SIFC, des scénarii d'effet de levier modéré, des pratiques prudentes de placement de trésorerie et des politiques de gestion des liquidités adéquates.
- Introduction d'un Cadre d'impact sur le développement - La SIFC a fait un bond en avant dans l'accomplissement de son mandat consistant à faire progresser le commerce et d'améliorer les conditions de vie, en conformité avec les Objectifs de développement durable, par le Cadre d'impact sur le développement interne de la SIFC.
- Adaptation des Programmes commerciaux intégrés - La SIFC innove dans la façon dont les opérations sont structurées, avec l'introduction des programmes commerciaux intégrés. Les Projets sont définis comme une approche qui inclut le financement du commerce avec une composante d'intervention douce comme le renforcement des capacités.
- Lancement du Programme Arab Africa Trade Bridges - La SIFC a lancé un Programme phare de développement du commerce, conçu pour améliorer le commerce en tant qu'outil permettant d'accroître les opportunités économiques et de soutenir une croissance inclusive et durable dans la région arabe.

## Extraits de Résolutions de la 33ème Réunion du COMCEC

- La 33ème Réunion du COMCEC encourage la SIFC à poursuivre son appui au commerce et à la coopération commerciale entre les pays membres de l'OCI. Elle note avec satisfaction que la " 3ème Réunion des organes de promotion du commerce des pays membres de l'OCI " a été abritée par le Royaume du Maroc et organisée par le CIDC les 11 et 12 octobre 2017 à Casablanca, en collaboration avec le Centre de promotion des exportations du Maroc (Maroc-Export) et la SIFC.
- Elle exprime également sa gratitude à la République de Côte d'Ivoire pour son hospitalité, au CIDC et à la SIFC pour l'organisation de la " Réunion Acheteurs-Vendeurs de produits pharmaceutiques et les industries connexes " les 2 et 3 novembre 2017 à Abidjan, République de Côte d'Ivoire.
- Elle demande aux pays membres de participer aux activités liées au commerce qui seront organisées par le Bureau de coordination du COMCEC, le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID (SIFC), l'ICCIA et le SMIIC en 2018, et demande à ces institutions d'envoyer les invitations et les documents aux pays membres suffisamment à temps pour assurer la participation la plus large possible.
- Elle apprécie à leur valeur, les activités de la SIFC de financement du commerce, de promotion et de développement et la mobilisation de fonds sur le marché international et auprès des partenaires au développement pour le financement des opérations commerciales dans les Pays membres, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de 25 pour cent du commerce intracommunautaire.
- Elle note avec satisfaction que les approbations et décaissements cumulés de la SIFC en matière de financement du commerce ont atteint à date 38,6 milliards de dollars des États-Unis et 28,8 milliards de dollars des États-Unis respectivement, et que le total de ses approbations et décaissements en 2016 a atteint 4,5 milliards de dollars des États-Unis et 4,8 milliards de dollars des États-Unis respectivement.
- Elle note également avec satisfaction la présence régionale accrue du Groupe de la BID (SIFC et SIACE), avec le Bureau régional de Dakar et les bureaux pays de Dhaka, Istanbul, Jakarta et Dubaï qui ont rapproché la SIFC et la SIACE des clients et permis de répondre aux besoins des Pays membres.
- Elle salue les efforts de la SIFC en matière de financement des PME et des pays membres les moins avancés ; prend note de sa volonté de diversifier son portefeuille et accroître le financement au profit du secteur agricole à impact direct et majeur sur l'amélioration de la productivité, la création d'emplois, l'augmentation des recettes d'exportation et la réduction de la pauvreté.
- Elle appelle les pays membres à adhérer aux entités membres du Groupe de la BID (SIFC et SIACE) afin que le Groupe de la BID s'acquitte avec succès de son mandat.
- Elle prend note également des efforts de la SIFC pour organiser un Forum sur le développement du commerce afin de sensibiliser le secteur privé aux facilités de développement du commerce et de financement de la SIFC et encourage les organisations du secteur privé à y participer activement.
- Elle prend note des initiatives de promotion du commerce et de renforcement des capacités mises en œuvre par la SIFC au titre de ses divers programmes phares, notamment l'Initiative d'aide au commerce pour les États arabes (AFTIAS), le Programme de transition commerciale pour l'Afrique arabe (AATB), le Réseau de connaissances commerciales et

le Forum sur le développement du commerce, visant à sensibiliser le secteur privé aux activités de la SIFC.

- Elle prend note des efforts déployés par la SIFC pour exécuter des programmes de commerce intégré pour le développement des produits de base en combinant ses facilités de financement du commerce avec ses interventions d'assistance technique au commerce ; demande à la SIFC d'élaborer des programmes similaires pour d'autres produits de base stratégiques.
- Elle prend note également des efforts de la SIFC pour la diversification des instruments financiers islamiques, son soutien aux programmes de formation sur la finance islamique et la promotion de solutions de la finance islamique dans les fora internationaux.
- Elle se félicite de l'organisation du Forum de lancement du Programme ARAB-Africa Trade Bridges (AATB) les 22 et 23 février 2017 à Rabat, en collaboration entre le Royaume du Maroc et la SIFC.
- Elle salue l'introduction par la SIFC du Cadre d'impact sur le développement en tant qu'outil de mesure de l'impact de toutes ses interventions dans les pays membres de l'OCI.

## **B. Opérations de financement du commerce pour le développement**

La SIFC exécute son mandat par l'entremise de deux grands secteurs d'activité : 1) Financement du commerce et 2) Développement du commerce. Le premier s'applique aux gouvernements souverains, aux entreprises du secteur privé et aux petites et moyennes entreprises (PME) grâce à des lignes de financement accordées aux banques locales et régionales.

Les réalisations de la SIFC depuis sa création en 2008 (1429H) ont été remarquables dans les domaines du financement du commerce et du développement du commerce. Le total cumulé des approbations et des décaissements a atteint 40,2 milliards de dollars des Etats Unis et 31,01 milliards de dollars des Etats Unis, respectivement. D'autre part, le total cumulé des fonds mobilisés auprès des banques et institutions financières partenaires a atteint 24,4 milliards de dollars des Etats Unis, preuve du rôle central de la SIFC en tant que catalyseur de fonds pour des transactions commerciales d'envergure au profit des pays membres. En outre, la SIFC continue d'accorder des financements à certains pays membres au titre des accords-cadres pluriannuels en place pour de grands clients souverains. Les initiatives régionales telles que l'Initiative pour l'Afrique sont en progression.

Malgré les nombreuses difficultés, la SIFC a affiché une excellente performance en 2017. Elle a continué à faire preuve de résilience dans l'exécution de son mandat en maintenant son appui, comme en témoignent l'impact et l'additionnalité de son intervention dans les pays membres. Ainsi, 35 % des approbations totales sont revenues aux pays membres les moins avancés, et 88% à l'aide au commerce intracommunautaire.

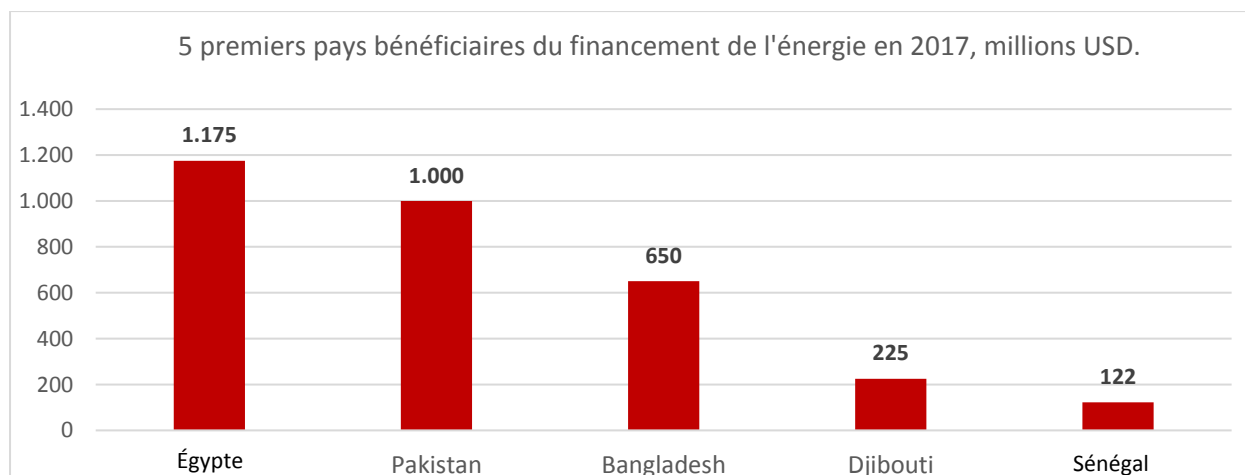
En termes de comparaison, les approbations de financement du commerce ont augmenté de 10 % en 2017, à 4,90 milliards contre 4,44 milliards de dollars des États-Unis en 2016, bien que certains pays membres d'Afrique subsaharienne et de la CEI aient continué à subir l'impact négatif persistant de la baisse des prix des produits de base de 2015-2016 et des pénuries de devises étrangères. Néanmoins, l'augmentation des approbations de financement du commerce reflète la timide embellie de l'environnement économique, avec l'augmentation et la stabilisation des prix du pétrole en 2017.

En 2017, la SIFC a continué à renforcer son impact sur le développement et enregistré de bons résultats, en passant d'un modèle d'appui au commerce fondé sur les transactions à une approche fondée sur les programmes, où les opérations de financement du commerce sont intégrées au développement du commerce et au renforcement des capacités afin de multiplier l'impact sur le développement. En outre, la Société a continué à tenir ses engagements et à maintenir sa solidarité avec les pays membres dans les secteurs clés du développement économique et social, en particulier l'énergie et l'agriculture, l'accès au financement pour les PME.

### **Garantir l'accès à l'énergie**

L'accès à l'énergie est un maillon essentiel du développement économique et social. L'approvisionnement énergétique a de multiples impacts sur la productivité, la santé des populations, l'éducation, la sécurité alimentaire, etc. Selon les estimations, 3 milliards de personnes dans le monde sont privées d'électricité et plus de 95% de ces personnes se trouvent en Afrique subsaharienne ou en Asie en développement, et 84% dans les zones rurales. Le manque d'infrastructures et d'accès à l'énergie sont les principales raisons de la sous-performance du secteur dans ces régions.

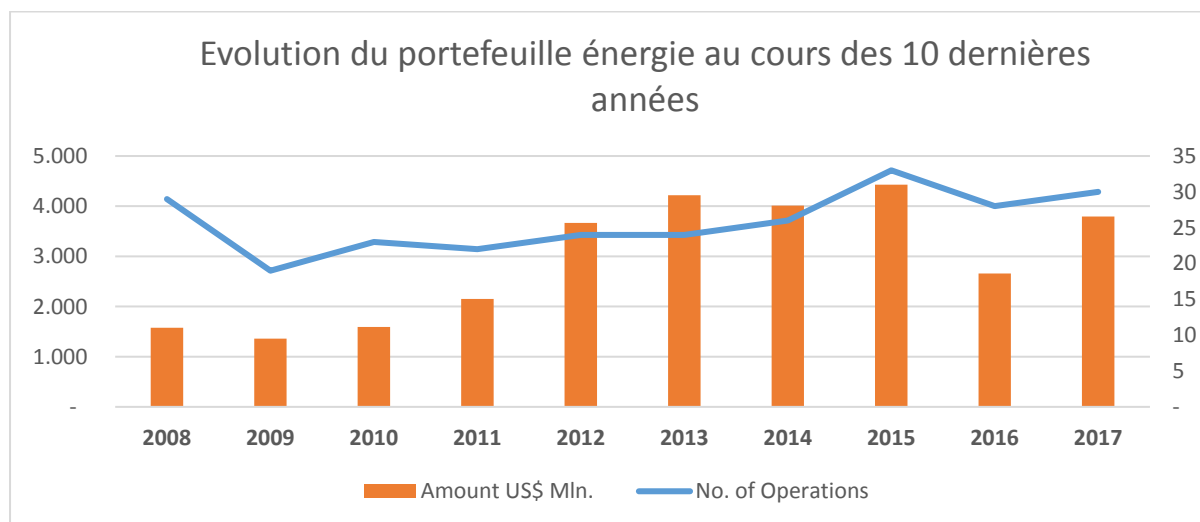
Par conséquent, l'amélioration de l'accès à l'énergie est cruciale pour libérer le potentiel de développement économique et social accéléré. Dans ce contexte, la SIFC considère le soutien au secteur énergétique comme l'un des principaux piliers de sa stratégie d'intervention dans les pays membres. Ainsi, elle reste un partenaire incontournable pour assurer le financement de l'approvisionnement en combustible afin de maintenir la stabilité de la production d'électricité et d'atteindre un grand nombre de personnes défavorisées. (Cf. graphique ci-dessous).



Dans de nombreux pays membres où peu de financiers sont enclins à accompagner des projets énergétiques d'envergure, la SIFC joue un rôle crucial dans la mobilisation des ressources sur les marchés internationaux au profit de ces grands projets énergétiques syndiqués. Au fil des ans, elle a acquis une solide expérience en la matière.



Figure 2 : Portefeuille de financement de l'énergie 2008 – 2017



En 2017, le financement du secteur de l'énergie a rebondi en dollars, en raison d'une plus grande stabilité des prix du pétrole, et d'une demande accrue de financement du pétrole de la part de certains pays membres. Toutefois, historiquement, le volume de financement a été beaucoup plus élevé pendant la période de surenchérissement du pétrole (2012-2015). Cet état de fait a eu un impact sur le financement du secteur de l'énergie par la SIFC avec les résultats suivants :

- En 2017, le financement des produits énergétiques a représenté 77 % du total des approbations, un juste milieu entre le financement du pétrole brut et celui des produits pétroliers.
- L'essentiel des financements liés à l'énergie est destiné aux pays de la région MENA, à l'Asie et à l'Afrique subsaharienne.

### Agriculture & sécurité alimentaire

Les interventions de la SIFC dans le domaine de l'agriculture ont continué à viser les produits de base qui ont aidé les pays membres à créer des emplois, améliorer la productivité, réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire. Il convient de mentionner que la SIFC apporte un soutien important en matière de sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, où une grande partie du portefeuille de financement du commerce est allouée au secteur agricole, ce qui a un fort impact sur l'amélioration de la sécurité alimentaire pour les agriculteurs. En fait, la plus grande part (59%) du portefeuille de financement du commerce de la SIFC pour l'Afrique subsaharienne est allouée à l'agriculture. Bien que le financement de l'agriculture vise principalement les cultures de rente (coton et arachide), il contribue néanmoins au renforcement de la sécurité alimentaire, car les agriculteurs utilisent une partie des intrants qu'il permet d'acquérir pour des cultures vivrières. De plus, le financement permet aux agriculteurs de recevoir à temps le produit de la vente de leurs récoltes et d'améliorer ainsi les revenus de leurs ménages.

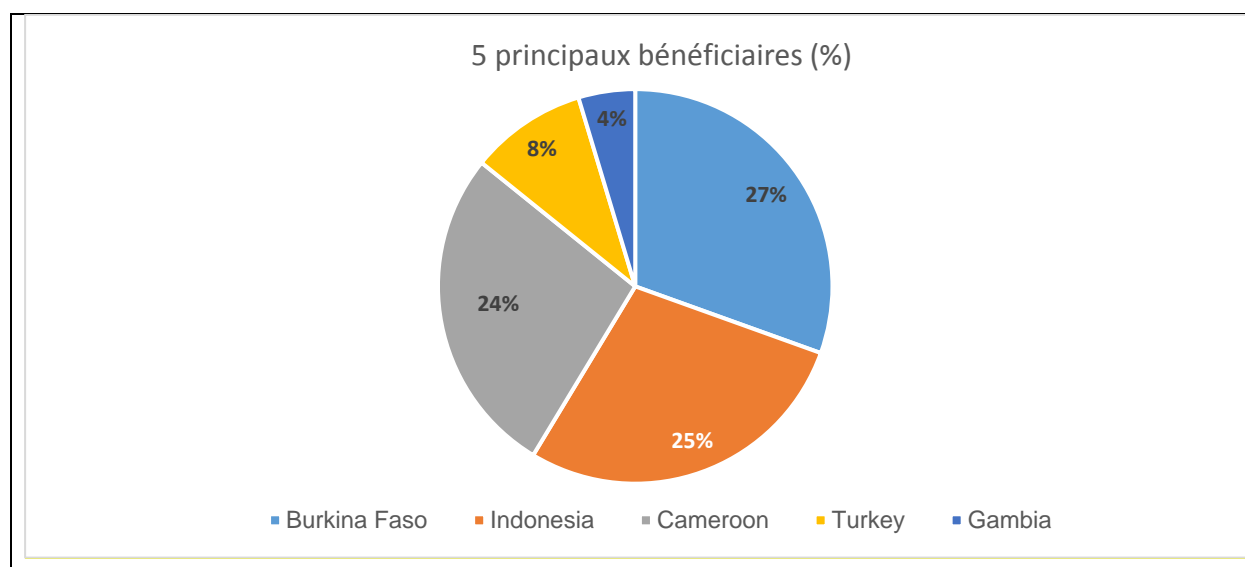
En plus de ses interventions en Afrique subsaharienne, la SIFC finance également la production de sucre et l'huile de palme en Indonésie, de riz et de coton en Turquie.

Un certain nombre de mesures ont été prises pour renforcer la sécurité alimentaire et appuyer davantage le secteur agricole :

- Synergie et partenariat avec le Département de l'Agriculture de la BID pour intensifier le financement du secteur agricole dans les pays membres ;
- Partenariat avec la nouvelle Organisation islamique pour la sécurité alimentaire de l'OCI ;
- Offre de solutions commerciales intégrées
- Mise en relation directe des producteurs avec les acheteurs des pays membres.

En 2017, les approbations globales pour le secteur agricole représentaient 9 % du portefeuille, soit la troisième allocation la plus importante après l'Énergie et les PME. Au cours de l'année, la SIFC a approuvé 15 opérations pour le secteur agricole dans 6 pays membres. Voir la figure 11 pour la répartition par pays.

Figure 3: Pays bénéficiaires de financement de la SIFC pour l'agriculture en 2017



Principales caractéristiques du financement de la SIFC :

- Le portefeuille agricole établit un juste milieu entre les produits d'importation les plus importants (sucre non-raffiné et raffiné, engrais et autres intrants agricoles) et la promotion des principaux produits d'exportation (coton, arachide et céréales) ;
- Le portefeuille donne la part belle à l'Afrique et l'Asie, avec comme principaux bénéficiaires le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie et l'Indonésie en étant les principaux bénéficiaires.

### Accès aux financements pour les PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont considérées comme l'une des composantes les plus importantes de l'économie réelle dans les pays membres, puisqu'elles jouent un rôle crucial dans la création d'emplois et de revenus. Étant donné les difficultés qu'elles rencontrent pour obtenir des financements et la difficulté pour la Société à les toucher directement (absence de proximité, coût du crédit, diligence raisonnable et traitement, suivi, etc.), la SIFC s'efforce de leur apporter des solutions commerciales par le biais de partenariats avec des institutions

financières locales, en leur ouvrant des lignes de financement. C'est la raison pour laquelle le partenariat avec les institutions financières pour le développement des PME est un des piliers de la Stratégie décennale de la SIFC.

Afin d'atteindre un plus grand nombre de PME dans les pays membres, la SIFC offre des financements Mourabaha aux institutions financières locales qui, à leur tour, financent les PME et les clients du secteur privé. Cela permet non seulement d'établir l'accès au financement recherché, mais de promouvoir le système bancaire islamique en familiarisant les banques partenaires avec les instruments de financement islamique.

### **Mobilisation de ressources pour le financement du commerce**

L'année 2017 a été exceptionnelle au vu de nouvelles réalités des marchés qui étaient telles que les opérations de financement du commerce ont été difficiles à mener au même rythme qu'auparavant.

La demande de plus en plus forte exprimée par les grands clients souverains pour des financements "rapides", les efforts qu'ils ont déployés pour lever des fonds sur les marchés financiers notamment par l'émission de soukous, la concurrence d'autres institutions financières et les banques, les pressions sur les coûts de financement et la baisse constante des prix des principaux produits de base, ont rendu difficile la mobilisation des fonds ciblés auprès de partenaires de la Société.

Malgré tout, la SIFC a réussi à mobiliser un montant de 3 milliards de dollars des États-Unis au sein du Groupe de la BID et auprès de ses partenaires syndiqués pour financer 23 opérations syndiquées en faveur de 12 pays membres. Ces fonds représentent près de 81 % des financements accordés par la SIFC à ses clients en 2017.

La Société entend renforcer ses relations de longue date avec ses partenaires stratégiques, étudier de nouveaux mécanismes innovants de mobilisation de fonds, cibler de nouveaux marchés et de nouveaux types d'investisseurs intéressés par les actifs inhérents au financement du commerce, ce en s'appuyant sur ses dix années d'expérience.

### **Mobilisation de ressources pour le développement du commerce**

Il s'agira de mobiliser de ressources pour le Fonds de développement du commerce, d'affecter une part du revenu net de la SIFC aux activités de développement du commerce, d'obtenir des contributions de la SIFC, de la BID et d'autres donateurs, des dons et parrainages axés sur des projets. Des partenaires tels que le Cadre intégré renforcé (CIR), l'Organisation internationale du travail (OIT) et d'autres partenaires non traditionnels comme les groupes de réflexion et les fondations joueront un rôle essentiel dans les années à venir, en perspective de l'intensification de la mobilisation de fonds par la SIFC pour ses interventions en faveur du développement du commerce. Dans ce cadre, elle a réussi à lever 950 000 dollars des États-Unis en 2017.

## C. Développement du commerce et des affaires

En ce qui concerne le développement du commerce, et dans le cadre de sa nouvelle Stratégie 2016-2025, la SIFC offre des interventions intégrées axées sur des programmes, qui associent financement du commerce, développement du commerce et renforcement des capacités, et visent à faire face aux difficultés que rencontrent ses pays membres en matière de développement du commerce. À cet égard, elle s'appuie sur ses interventions, notamment l'Assistance technique liée au commerce, et ses solutions de financement, pour définir et mettre en œuvre des programmes thématiques et régionaux d'intégration et de développement du commerce.

Peuvent être cités parmi ces programmes (i) le Programme indonésien de développement des exportations de café, (ii) le Programme « Arab Africa Trade Bridge », (iii) le Programme d'atténuation des aflatoxines en Gambie, (iv) le Programme des PME d'Afrique de l'Ouest. Tous ces projets intègrent des composantes de développement et de financement du commerce visant à faire face aux difficultés éprouvés par les secteurs et les pays, comme l'accès limité au financement et aux marchés internationaux, le développement de la compétitivité sectorielle et régionale par la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités et de mesures de facilitation du commerce.

Ci-après, un aperçu des initiatives et projets du Portefeuille développement du commerce et des affaires.

### **Arab-Africa Trade Bridges Program (AATB)**

Le commerce intra régional entre les États arabes et les pays africains membres de l'OCI ne reflète pas le potentiel commercial entre les deux régions. En conséquence, la SIFC, le Programme saoudien d'exportation (SEP), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) ont convenu de se regrouper autour d'une plateforme de partenariat pour faire face à cette question, en développant un programme régional de promotion du commerce à même de stimuler le commerce entre ces régions.

Suite à son lancement officiel du 22 au 23 février 2017, l'accent a été mis sur la mise en place d'une structure de gouvernance solide au niveau du Groupe de la BID afin d'intégrer les différents programmes et initiatives des membres du Groupe dans ce programme. A cet égard, le Président de la BID a créé un Comité permanent chargé de coordonner les interventions des entités et complexes de la Banque dans le cadre du programme de l'AATB. En outre, la SIFC déploie actuellement des efforts pour la mise en œuvre de divers projets et activités, notamment l'organisation de réunions interentreprises, la préparation de programmes de renforcement des capacités pour les institutions d'appui au commerce et les PME et les programmes de partenariats à flux inversés. Les activités suivantes sont des exemples, tandis que d'autres activités sont en cours de conception et/ou de mise en œuvre :

- Réunion sectorielle interentreprises pour les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux,
- Réunion sectorielle interentreprises pour les produits alimentaires,
- Forum des entreprises de la CEDEAO - Unité technique d'Agadir (ATU),
- Forum sur la promotion des exportations des arabes vers l'Afrique,

- Forum afro-arabe sur le financement du commerce extérieur
- Projet de développement du commerce des PME en Afrique,

### **Initiative “Aide pour le commerce” en faveur des pays arabes (AfTIAS)**

En vue d'améliorer la coopération et l'intégration commerciale entre les États arabes et avec le reste du monde, la SIFC a pris l'initiative de concevoir et de mettre en œuvre un programme régional de développement du commerce avec un accent particulier sur le " renforcement de l'intégration régionale ", pour stimuler la croissance économique et le développement. Le programme AfTIAS a été préparé et lancé en décembre 2013. Plus précisément, ses objectifs consistent à :

- Améliorer la compétitivité régionale par des réformes de la politique commerciale et le renforcement des capacités institutionnelles des institutions d'appui au commerce ;
- Renforcer l'intégration de l'offre commerciale et de la chaîne de valeur ;
- Renforcer la capacité des organisations régionales et sous-régionales de coopération commerciale à mieux gérer les politiques et programmes d'intégration commerciale.

Cinq agences des Nations Unies (OIT, CCI, CNUCED, PNUD et ONUDI), la Ligue des États arabes (LEA), les missions permanentes des pays arabes à Genève, les organisations régionales arabes, la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et le Centre de formation au commerce extérieur (FTTC) de l'Égypte sont les maîtres d'œuvre du programme. Les projets proposés et exécutés visent à aider les pays membres à développer leurs stratégies nationales d'exportation et à améliorer leurs capacités institutionnelles et humaines dans le domaine de la promotion et de la facilitation du commerce.

À ce jour, 23 projets sont en cours d'exécution pour 19 pays arabes (4 pays du groupe des moins avancés, 9 à revenu intermédiaire et 6 à revenu plus élevé). Le programme fait actuellement l'objet d'une évaluation indépendante, à la suite de laquelle une deuxième phase sera lancée.

### **Emploi et formation des jeunes au commerce international – un exemple dans le cadre de l'initiative AfTIAS**

Le programme d'emploi et de formation des jeunes au commerce international (TREE) est un exemple éloquent de la manière dont la SIFC conçoit des programmes durables de renforcement des capacités avec ses partenaires dans le cadre de l'initiative AfTIAS. Ce programme est mis en œuvre par le Centre de formation au commerce extérieur (FTTC) et cofinancé par le Conseil de formation industrielle (ITC) de l'Égypte. Le programme de formation vise à améliorer les connaissances et les compétences des jeunes et à les certifier en tant que spécialistes de l'exportation, ce qui leur permettra de trouver des emplois compétitifs dans le commerce international et de créer leur propre entreprise. Il permettra de renforcer la culture d'exportation parmi les entreprises et d'améliorer leurs connaissances en matière de qualité internationale, de normalisation, de règles commerciales multilatérales, de marketing à l'exportation, d'image de marque et de développement de produits et de qualité.

Une série de cours de formation seront dispensés à 1000 jeunes diplômés universitaires. Le projet est en exécution depuis mars 2016. En un an, 6 programmes de formation ont été organisés et 150 jeunes ont terminé avec succès les programmes de formation. Près d'un tiers des jeunes formés étaient déjà employés par les entreprises, qui travaillent en partenariat avec

FTTC. Dans le cadre du programme, 1 000 jeunes sont ciblés pour recevoir une formation. La SIFC envisage de reproduire ce programme de formation dans d'autres pays membres si les pays bénéficiaires contribuent au budget du projet.

### **Programme des dates de Médine Dates Program – un exemple dans le cadre de l’initiative AFTIAS**

En avril 2017, la SIFC a engagé le troisième programme actif de développement des produits agricoles de base, qui porte sur le développement des dates à Medina Al Munawwara, KSA. La production totale de dattes de la région de Medina est d'environ 1,1 million de tonnes. Le projet vise à aider les agriculteurs et les PME à créer une (des) coopérative(s) pour améliorer la qualité et leurs capacités de commercialisation afin d'ajouter plus de valeur à leur production. Le projet vise également à soutenir la qualité « Medina Date » et à promouvoir son image de marque en améliorant la conformité des PME à la normalisation, les exigences de qualité des marchés internationaux et régionaux.

### **Initiative de partenariat à flux inversés en Guinée : “Relance du secteur privé”**

Le partenariat à flux inversés traduit une forme et des modalités d'assistance technique du Groupe de la BID, par lesquelles ce dernier facilite le transfert de connaissances et d'expérience d'un pays membre à un autre. La Tunisie, avec sa bonne expérience dans l'appui au développement du secteur privé par le biais de diverses politiques et programmes gouvernementaux, a été choisie comme pays prestataire, représenté dans ce projet par l'Agence Tunisienne de Coopération Technique (ATCT). Le projet s'attaquera à 4 domaines du secteur des exportations agricoles guinéennes : appui institutionnel, développement de produits, infrastructures commerciales et accès au financement.

Ce projet est l'un des premiers exemples d'assistance technique en matière de commerce du Groupe de la BID à être mis en œuvre dans le cadre du programme AATB, conformément à l'objectif global du programme visant à faciliter l'établissement de nouveaux partenariats commerciaux et d'affaires entre les pays de la région ciblée.

En conséquence, le projet devrait permettre d'améliorer les capacités commerciales et de marketing de PME données, en leur offrant un soutien en matière de qualité et de développement de produits d'une part, et la possibilité de partager les expériences et le savoir-faire tunisiens en matière de services et de programmes d'appui aux PME offerts par les institutions tunisiennes d'appui au commerce d'autre part.

### **Export Launchpad – Programme de renforcement des capacités en commerce international et d'appui à l'accès au marché au Sénégal**

Export Launchpad est un programme de formation des formateurs préparé en coopération avec le Bureau de la facilitation du commerce (TFO) du Canada pour appuyer le renforcement des capacités humaines dans le domaine du commerce international. L'accord de partenariat avec TFO Canada a été signé le 23 janvier 2017 à Dakar, Sénégal et la mise en œuvre du projet a commencé en mars 2017. La mission d'enquête visant à répertorier les PME participantes et leurs besoins en formation a été menée par TFO en juillet 2017. Par conséquent, un programme de formation sur mesure a été conçu et mis en œuvre. Le premier volet vise à établir une plateforme de formation des exportateurs pour l'ASEPEX (Agence sénégalaise de promotion des exportations) et d'autres institutions d'appui au commerce au Sénégal. Ainsi, ces dernières

devront fournir des services de formation et d'aide au commerce aux exportateurs sénégalais dans divers secteurs, afin de les accompagner à dans leurs activités d'exportation. La première cérémonie de remise des diplômes aux formateurs a eu lieu en octobre 2017.

Le deuxième volet de l'initiative proposée est en cours de mise en œuvre et se concentre sur la préparation et le renforcement des capacités des PME sénégalaises. Ce volet leur fournira les outils et les connaissances nécessaires pour introduire leurs produits sur le marché canadien, de façon efficace et efficiente, afin de les positionner par rapport à d'autres concurrents et de leur permettre de profiter de nouvelles possibilités d'exportation.

### **Programme indonésien de développement des exportations de café (ICEDP)**

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie visant à offrir des solutions commerciales intégrées aux pays membres, le Programme indonésien de développement des exportations de café (ICEDP) de la SIFC s'attaque aux deux défis auxquels est confrontée l'industrie indonésienne du café. Dans le cadre du programme, la SIFC accordera un financement de 100 millions de dollars des États-Unis aux PME exportatrices sur une période de trois ans, ce qui améliorera leur compétitivité sur les marchés mondiaux et permettra aux petits exploitants agricoles d'obtenir des liquidités pour leur récolte.

En 2017, La SIFC a commencé à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires locaux pour préparer le "Plan quinquennal de formation des caféiculteurs", qui s'appuie sur la phase de consultation des parties prenantes menée par une ONG locale sous contrat. Dans le cadre de ce programme, ELLE réalisera un ambitieux programme de formation pour les caféiculteurs en 2018.

Le Centre de formation sera un centre d'excellence en caféiculture avec son jardin et sa ferme de plantation de café, où les caféiculteurs auront l'occasion de développer des expériences pratiques basées sur des formations sur le terrain. En outre, ils recevront une formation sur la culture du café couvrant différents aspects de l'agriculture. Le Centre de formation fournira des services supplémentaires tels que l'offre de plants de café, des analyses de sol et de plantes. Il sera relié aux Farmers Field Schools, ce qui permettra aux agriculteurs chefs de file de reproduire les formations qu'ils reçoivent dans le centre.

En outre, la SIFC organisera des événements d'appariement des affaires pour fournir un accès direct à de nouvelles destinations d'exportation, principalement des pays membres de l'OCI. A mi-parcours, elle prévoit de concevoir un programme de renforcement des capacités des coopératives agricoles pour leur permettre de jouer un rôle actif dans l'achat d'intrants, la commercialisation directe/exportation du café, la mise en œuvre des processus de post-récolte et la gestion des centres de formation.

### **Programmes des PME d'Afrique de l'Ouest**

Il s'agit d'un programme intégré entre le développement du commerce et des affaires et le financement du commerce conçu pour compenser le déficit de financement du commerce pour les PME et faciliter l'accès au financement. La SIFC a effectué une mission d'exploration et d'enquête en Afrique de l'Ouest en août 2017 afin de bien comprendre les raisons pour lesquelles les PME ne bénéficient pas autant que prévu des lignes de financement fournies aux banques. Au cours de cette mission, la délégation de la SIFC a rencontré plus de vingt (20) parties prenantes au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et en Côte d'Ivoire afin de mieux comprendre les besoins des PME de la région et comment les interventions de la SIFC pourraient être pertinentes pour ajouter de la valeur ajoutée. Les principales conclusions de la

mission ont mis en évidence la nécessité (tant pour les entreprises que pour le développement) de concevoir et de lancer un programme pour les PME d'Afrique de l'Ouest.

Le projet comprendra la diffusion d'outils tels que le renforcement des capacités des institutions financières partenaires et des PME, l'appui aux procédures d'acquisition de prêts et le placement de lignes de financement du commerce dans les banques partenaires. Avec l'approbation récente d'une ligne de financement de 20 millions de dollars des États-Unis à CORIS Bank Sénégal, un projet pilote sera exécuté avec cette banque au Sénégal et au Burkina Faso à partir du deuxième trimestre de 2018 pour une durée de 8 mois.

### **Programme de réduction de l'aflatoxine en Gambie**

C'est un projet intégré sous forme de financement du commerce et d'assistance technique pour appuyer le secteur de l'arachide en Gambie. Il s'agit de l'achat de 100 tonnes d'Aflasafe à répandre sur 5 000 ha de champs d'arachides pendant les saisons de plantation 2018 et 2019. Lorsque l'inexistence d'aflatoxine sera avérée, les arachides récoltées seront achetées auprès des agriculteurs avec une prime de 10 % sur le prix déclaré à la ferme. Les arachides transformées - environ 20 % du volume total récolté - seront exportées vers l'UE à un prix à la tonne supérieur de 30 % par rapport à 2016.

L'objectif de développement du projet est d'améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs gambiens en augmentant la valeur à l'exportation des revenus des arachides, grâce à la réduction de la contamination par les aflatoxines tout au long de la chaîne de valeur de l'arachide.